

USAGERS-CITOYENS : les politiques du gouvernement et de nos directions sont en train de détruire le service de proximité des Finances Publiques !

Comme nous, vous constatez que l'accès à nos services devient un véritable parcours du « combattant ».

- Vous avez constaté que nos heures d'ouverture au public, sans RDV, sont passées de 27 heures à 13 heures : **C'est inacceptable !**
- Vous avez déjà essayé de prendre un RDV..... le peu de plages horaires proposées sont déjà saturées et il faut presque attendre 1 mois : **C'est intolérable !**
- Vous avez essayé de joindre un service au 05.62.44.40.40. Il faut vous armer de patience ou prendre un bon roman avant d'avoir peut être quelqu'un au bout du fil ! **C'est inadmissible !**
- Vous vous êtes déjà heurtés au 08.09.40.14.01, une plate forme nationale, qui vous demandera d'appeler votre centre des finances local au motif que votre question n'entre pas dans leur champ de compétences en contactant le 05.62.44.40.40, numéro..... injoignable..... et la boucle est bouclée ! **C'est scandaleux !**
- Vous essayez « d'être à la page », un véritable « insider » en envoyant des mails par votre messagerie sécurisée, mais la réponse de nos services peut dépasser parfois les 3 semaines ! **C'est insoutenable !**

Mais, quelles sont les causes des dysfonctionnements de votre administration ?

La malchance, la crise sanitaire, d'éventuelles mauvaises ondes sous le ciel Pyrénéen. Bien sur que non !

En 15 ans, **190 emplois ont été rayés de la carte** dans notre département, réduisant drastiquement notre capacité à rendre un service digne de ce nom aux usagers.

A cela s'ajoute une aberration : 22 emplois ne sont pas POURVUS dans notre département soit près de 8 % des effectifs.

En clair : 22 des emplois de notre administration sont vacants, 22 chaises vides qui devraient être occupées par des agents des finances publiques à VOTRE SERVICE pour RÉPONDRE à VOS DÉMARCHES.

Notre nouvelle équipe de direction, à l'image de la précédente, continue son travail de sape du service public de proximité au nom d'une modernité qui n'en est pas une. La véritable raison est tout simplement de faire des économies de personnel et d'instaurer le tout internet.

Comme vous, nous n'acceptons pas ces choix **que vous subissez au quotidien.**

Cet amas de chaises vides ne symbolise rien d'autre que ces 22 emploisfictifs et résume tout le mépris des dirigeants d'administration pour les usagers et les agents des finances publiques.



Ne vous laissez pas déposséder de votre bien commun : le service public.

Exigeons, Ensemble , un service public des Finances Publiques répondant aux besoins des usagers sur tout le territoire.